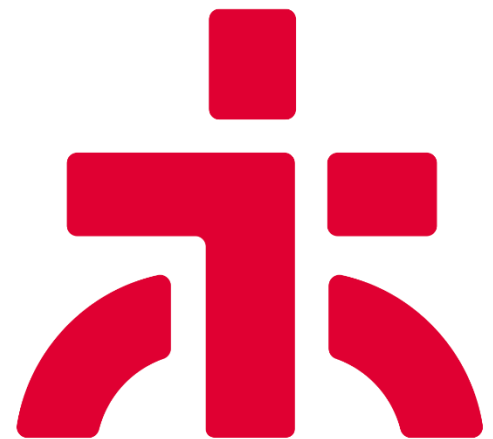


Rapport d'activités 2022



Activités de sensibilisation

▪ Campagne œcuménique

La Campagne œcuménique 2022 a eu pour thème : « Justice climatique – Le gaspillage fait des ravages ». Le lancement de la campagne à Genève a eu lieu le 5 février 2022 au Centre paroissial œcuménique de Meyrin en présence d'Olivier Humbert, membre du comité de l'Association genevoise de soutien à Action de Carême, et multiplicateur de la campagne sur Genève.

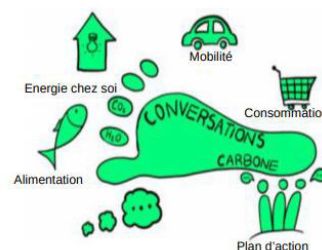
L'Association a, par ailleurs, soutenu la diffusion de cartes postales adressées à la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, cartes invitant le Conseil fédéral et le Parlement à adopter une politique climatique courageuse et avisée et à assumer leur responsabilité en matière de justice climatique. Cette diffusion a eu lieu le 9 avril dans le cadre d'une manifestation pour le climat à Genève.

D'autres événements ont eu lieu dans le cadre de la campagne, organisé par la Fondation, notamment une journée d'intervention au collège Florimont avec neuf ateliers touchant 180 jeunes de 16 ans autour d'un « escape game » sur la justice climatique.

▪ Transition et projet EcoEglise

Isabelle Fort-Mabboux, membre du comité, a organisé et animé, les 10 mars, 24 mars et 7 avril, avec Bruno Fort-Mabboux, trois soirées « Goûter aux conversations carbone », animations destinées à sensibiliser à la méthodologie des Conversations carbone. Cette méthodologie a été développée en Grande-Bretagne et vulgarisée en Suisse par l'association Artisans de la transition. Isabelle et Bruno étaient accompagnés de Bruno Fuglistaller, prêtre jésuite pour donner un éclairage théologique autour de la nécessité des changements de vie. Les soirées ont accueilli une vingtaine de participants et participantes au total. Par ailleurs, Isabelle Fort-Mabboux et Frédéric Métral, ambassadeur du projet EcoEglise, ont rencontré en février les agentes et agents pastoraux de l'Eglise genevoise catholique pour leur présenter la plate-forme www.ecoeglise.ch et son éco-diagnostic ainsi que les Conversations carbone.

**Pendant le
Carême,
venez goûter
aux
Conversations
Carbone**

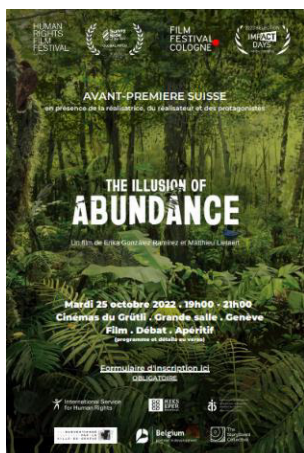


Dans le cadre de la campagne œcuménique, Sophie de Rivaz a été invitée à présenter la plate-forme EcoEglise à la paroisse Sainte-Thérèse à Champel le 31 mars.

Enfin, Sophie de Rivaz a animé, le 7 mai, une Fresque du Climat à la paroisse réformée de Plan-les-Ouates. D'autres activités ont été également menées par les collaborateurs et collaboratrices du Laboratoire de transition intérieure de l'EPER et d'Action de Carême sur Genève : conférences, débats, ateliers autour de la spiritualité, la sobriété, l'engagement.

▪ Entreprises et droits humains

Action de Carême a soutenu financièrement le tournage et la réalisation du film « The Illusion of Abundance » de Mathieu Lietaert et Erika Gonzalez. Le film retrace le parcours de trois femmes militantes des droits humains au Pérou, au Honduras et au Brésil face à l'expropriation de terres par une entreprise minière d'or dans les Andes, à la confiscation de l'accès à l'eau en Amérique centrale et la pollution de rivières amazoniennes par la rupture d'un barrage de rétention. Une projection du film en avant-première a été organisée à Genève le 25 octobre avec l'organisation ISHR et le soutien de la Ville de Genève à l'occasion de la venue de Carolina De Mouras Campos, une des protagonistes du film, accompagnée de Danilo Chammas, avocat des droits humains au Brésil. Un débat a suivi la projection avec la présence des deux personnes déjà mentionnées, des réalisateurs du film et de François Mercier, responsable du dossier « Entreprises et droits humains » à Action de Carême. Isabelle Fort-Mabboux, Amélie Ardaya et Virginie Estier, membres du comité de l'Association, ont tenu un stand d'information sur Action de Carême et récolté des signatures pour la pétition appelant à des multinationales responsables (appel à la Conseillère fédérale Mme Keller-Sutter à tenir sa promesse pour une loi forte et efficace sur la responsabilité des multinationales responsables). La soirée a réuni plus de 110 personnes.



▪ Commerce équitable

L'Association a soutenu la troisième édition de la « Semaine équitable » à Genève ainsi que l'organisation de deux tables rondes. La Semaine a eu lieu du 17 au 25 novembre. Elle a été organisée par : l'Association genevoise de soutien à Action de Carême, l'association Swiss Fair Trade, faîtière du commerce équitable, l'Association romande des Magasins du Monde, les Agendas 21 des Villes de Genève et Carouge, les petits commerces Boutique Ayni, Cap Indigo, La Calebasse, Le Balafon. D'autres partenaires ont également proposé des activités : Bubble Ethic, Caritas Genève, Fast Revolution.



Deux **tables rondes** ont été organisées autour de la thématique du textile équitable et de l'alimentation équitable. La première, « **Une autre mode est-elle possible ?** » a réuni le 17 novembre : Isabelle Eichenberger-Pasquier, conseillère nationale genevoise, Géraldine Viret, responsable à Public Eye de la Clean Clothes Campaign, Anja Imobersteg, responsable romande de Swiss Fair Trade, Marie-Claire Pèlerin, directrice de Claro. La table ronde était animée par Alice Khelifa de la fondation Zoën. La table ronde a été suivie par une

quarantaine de personnes et a fait l'objet d'un enregistrement accessible sur le web (<https://www.youtube.com/watch?v=MQ4g1iV6ucw>).



Photo : Aurélien Fontanet

La deuxième table « **Local et équitable : est-ce possible ?** » a réuni le 24 novembre : Samuel Poos, coordinateur du Trade for Development Centre de l'agence belge de développement Enable, Lara Baranzini, coordinatrice de l'Association romande des Magasins du Monde, Gaëlle Bigler, présidente de la Fédération romande d'agriculture contractuelle de proximité et Gaétan Morel, chargé de projet au Service de l'Agenda 21 de la Ville de Genève. Elle était animée par Sophie de Rivaz, en charge du dossier du commerce équitable à la

Fondation Action de Carême. La table ronde a été suivie par une quarantaine de personnes.

Elle était précédée par la cérémonie de **remise de la distinction Fair Trade Town à la Ville de Genève** en présence de Thomas Meier, président de Swiss Fair Trade et de Monsieur Alfonso Gomez, Conseiller administratif en charge des finances, de l'environnement et du logement. Genève est ainsi devenue la vingtième ville équitable de Suisse ainsi que la plus grande ville de Suisse à recevoir la distinction (<http://www.fairtradetown.ch/fr/news/2022-12-01-la-ville-de-geneve-est-devenue-fair-trade-town>). La liste des entreprises et organisations partenaires genevoises peut être consultée sous : <http://www.fairtradetown.ch/fr/geneve>.

Parmi ces partenaires, figurent des paroisses. Anja Imobersteg et Sophie de Rivaz ont rencontré le 23 novembre les responsables de la paroisse Sainte-Thérèse pour leur présenter les tenants et aboutissants d'une participation à la campagne.

Enfin l'Association, dans le cadre de la Semaine du goût genevoise, a financé le prix « Fair Trade du goût » remis le 14 novembre au restaurant Le Fix (www.geneve.ch/fr/actualites/dossiers-information/automne-alimentation-durable/table).



Soutien à nos partenaires du Sud



Bénéficiaires du projet à Madagascar © Tsinjo Aina Sava

▪ Recherches de fonds

Plusieurs demandes de fonds pour soutenir les partenaires du Sud de la Fondation Action de Carême ont été déposées, notamment un projet à Madagascar, un projet au Laos, un projet en République démocratique du Congo et un projet d'urgence au Burkina Faso.

Le projet de « Lutte contre la pauvreté et l'endettement chronique des paysans et paysannes

grâce aux groupements d'épargne commune » à Madagascar, qui vise à ce que la population rurale des quatre districts d'intervention de Tsinjo Aina Sava (organisation partenaire) améliore son alimentation et participe au développement local grâce à l'épargne commune, a reçu un soutien de 52'853 CHF de la Délégation Genève Ville Solidaire.

Le projet « Les familles paysannes de trente villages renforcent leur sécurité alimentaire » au Laos, qui vise à sécuriser l'alimentation des communautés paysannes défavorisées, tout en améliorant leurs conditions de vie et la santé des enfants de moins de 5 ans, a reçu un soutien de 2'500 CHF de la Commune de Vandoeuvres.

Le projet d'urgence « Aide d'urgence pour les paysans et paysannes et leurs familles déplacés par les violences dans le Sahel burkinabè », qui vise à apporter une aide alimentaire d'urgence, puis une aide à moyen terme à des familles paysannes déplacées internes extrêmement vulnérables, a reçu un soutien de 5'000 CHF de la Commune de Bernex.

Le projet « Accompagnement des communautés de la province du Lualaba pour le renforcement de la bonne gouvernance des ressources minières » en RDC, qui vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales vivant à proximité des sites d'exploitation minière dans la province du Lualaba, grâce à la documentation de cas de violation de droits humains, au plaidoyer et au renforcement des capacités locales pour la participation à une bonne gouvernance des ressources minières, a été présenté à la Commune de Carouge qui a accepté, fin décembre 2022, de le soutenir à hauteur de 10'000 CHF.



Point d'eau à Luilu proche des sites d'extraction minière © Afrewatch

Au nom des bénéficiaires et des organisations partenaires d'Action de Carême à Madagascar, au Laos, au Burkina Faso et en RDC, l'Association tient à exprimer sa reconnaissance aux communes et villes de Bernex, Vandoeuvres, Genève et Carouge.

Voir l'annexe pour le détail des projets.

▪ **Contacts avec les Agendas 21**

L'Association a été invitée à un apéritif de bienvenue organisé par la Direction des affaires internationales du canton de Genève et ses services de la solidarité internationale de la Genève internationale le 22 novembre dans les locaux de Varembé 1 dans le quartier des Nations, où elle vient d'emménager.

▪ **Organisations de rencontres entre les partenaires terrain d'AdC et nos membres**

En avril, les membres de l'Association ont eu l'opportunité de rencontrer une représentante d'une partenaire philippine de la Fondation Action de Carême (AdC). Claudia Fuhrer et Christa Suter, responsables respectivement du programme international justice alimentaire et de l'agro-alimentaire à AdC, ont présenté aux côtés de Nori Ignacio, responsable de

Searice aux Philippines, le projet de consortium qui s'appelle RAISE, un projet novateur co-financé par la DDC et qui va durer jusqu'en 2025.

En août, Amélie Ardaya et Tiziana Conti, chargée de communication à AdC, ont rencontré Lungisa Huna de la Rural Women's Assembly sud-africaine pour un échange autour de la thématique du genre.

En octobre, un repas a été organisé avec trois représentant.e.s des partenaires guatémaltèques de la Fondation Action de Carême, Mme Thelma Cabrera, responsable de la formation socio-politique au Comité de développement paysan CODECA, M. David Paredes, expert en biodiversité, eau, semences, coordinateur de Redsag et Edgar de Leon, avocat engagé notamment dans la lutte contre la criminalisation et la persécution des personnes engagées pour la défense des droits des populations autochtones. Ces trois personnes sont venues à Genève dans le cadre du Conseil des droits de l'Homme et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.

Vie interne

Le comité s'est réuni à deux reprises les 10 mars et 4 octobre 2022.

L'Assemblée générale a eu lieu le 14 juin 2022. Dominique Rossier a quitté la présidence de l'Association. Elle est remplacée par intérim par Isabelle Fort-Mabboux.

Deux groupes de travail se sont réunis. L'un, le 7 décembre, composé d'Amélie Ardaya, Daniel Hostetter, Eric Sottas, Dominique Rossier (ex-présidente de l'Association), Markus Brun (directeur de la Fondation Action de Carême par intérim) et Margrit Pfister (responsable de département Communication à la Fondation) a réfléchi à l'amélioration de la visibilité du logo et du nom de l'Association, notamment pour les activités menées conjointement avec la Fondation Action de Carême à Genève, ainsi qu'à la tenue et la gestion des comptes de l'Association.

L'autre, le 1^{er} novembre, composé d'Isabelle Fort-Mabboux, Virginie Estier, Olivier Humbert, Amélie Ardaya et Sophie de Rivaz a défini les grandes lignes des activités 2023.

Annexe : descriptions des projets soutenus

- **Lutte contre la pauvreté et l'endettement chronique des paysan-ne-s grâce aux groupements d'épargne commune à Madagascar**

2020-2024 | avec l'organisation partenaire *Tsinjo Aina Sava*

Dans la région productrice de vanille de la Sava, au nord-est de Madagascar, les familles paysannes de 4 districts se mobilisent pour se libérer de l'endettement et améliorer leur sécurité alimentaire. Dans un contexte de grande pauvreté et de conditions climatiques difficiles, de nombreux agriculteurs et agricultrices contractent des emprunts en cas de difficultés (manque de nourriture, maladie, frais de scolarisation élevés) avec des taux d'intérêt exorbitants. Ruinés ou endettés, ils doivent, de plus, surmonter les périodes de soudure (pénuries alimentaires) avant chaque récolte annuelle.

Dans le cadre de ce projet, Tsinjo Aina Sava met en œuvre l'approche « Tsinjo Aina » qui signifie « sécuriser la vie par la prévention » auprès de plus de 15'700 personnes. Organisées en plus de 943 groupements d'épargne solidaire, elles gèrent une épargne commune et octroient des prêts à faible taux d'intérêt aux membres dans le besoin. Les membres de ces groupements participent également à des formations et à des ateliers de sensibilisation ou d'information en matière principalement d'agroécologie, de nutrition, d'eau, hygiène et assainissement, de gestion des risques de catastrophes et des changements climatiques. Bénéficiant d'appui-conseils, ils sont régulièrement suivis pour atteindre leur désendettement. 217 réseaux de groupements sont aussi accompagnés dans la réalisation d'activités de développement local avec, lorsqu'il est possible, la collaboration des autorités locales. En parallèle, Tsinjo Aina Sava mène des actions avec d'autres organisations de la société civile pour effectuer du plaidoyer en faveur des communautés rurales et de leurs droits. L'approche Tsinjo Aina permet aux membres de mener leur groupement vers un stade d'autonomie qui pose les bases d'une amélioration de leurs conditions de vie.

- **Aide d'urgence pour les paysan-ne-s et leur famille déplacés par les violences dans le Sahel burkinabè**

2022-2023 | avec l'organisation partenaire *Maroobe Oudalan*

Depuis 2020 (voire avant), le Burkina Faso traverse la pire crise humanitaire de son histoire avec l'apparition de groupes terroristes et de groupes armés non étatiques qui attaquent indistinctement la population civile et les forces de l'ordre. Déjà touché par la pauvreté, l'aridité et l'insécurité alimentaire, le pays est devenu l'épicentre de cette violence armée qui touche la zone dite « des trois frontières » avec le Mali et le Niger. Les personnes déplacées internes du Burkina Faso représentent plus de 68% des personnes déplacées de cette zone, équivalant à près de deux millions de personnes. L'aide humanitaire reste la principale source de revenus pour plus de 38% d'entre elles et l'assistance humanitaire pour les communautés non déplacées, qui ont également besoin d'aide, reste un défi.

Le présent projet a été défini dans ce contexte pour répondre aux besoins urgents des populations cibles avec lesquelles Maroobe Oudalan travaillait jusque-là dans la zone pastorale de l'Adjéguir et qui ont fui ces violences vers la ville de Gorom-Gorom. Il s'adresse à près d'un millier d'hommes, de femmes et d'enfants de 140 ménages, en situation d'extrême vulnérabilité et n'ayant plus de moyens de subsistance comme leur champ ou leur bétail. Il leur fournira une aide alimentaire immédiate, ainsi qu'une aide pour leur subsistance à moyen terme. L'idée étant de leur redonner les capacités de générer des revenus afin qu'ils puissent retrouver une autonomie le plus rapidement possible grâce à l'élevage caprin, de volaille ou encore à la vente d'aliments préparés. Pour ce faire, diverses formations, dont un appui en gestion financière, sont prévues, de même que la distribution de kits de démarrage pour ces activités génératrices de revenus. En raison de l'apparition de tensions entre ethnies (hôtes et déplacés), des formations axées sur l'amélioration de la cohésion sociale sont aussi mises en place.

- **Les familles paysannes de 30 villages renforcent leur sécurité alimentaire au Laos**

2021-2023 | avec l'organisation partenaire *ARMI*

80% de la population laotienne vit en zone rurale et de l'agriculture dont de subsistance. Néanmoins, les obstacles rencontrés dans le domaine agricole et de l'élevage par les familles paysannes ne leur permettent pas d'accéder à de bonnes conditions de vie. Quant à la situation alimentaire du pays, elle est de plus en plus affectée par les catastrophes naturelles et les dérèglements climatiques qui détruisent ou réduisent les récoltes. Les 3 districts dans lesquels le projet est mis en œuvre, font partie des plus pauvres du Laos. 35% de leur population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les habitudes alimentaires des familles dépendent des produits disponibles et des croyances et pratiques traditionnelles. Leur alimentation est souvent pauvre en nutriments, peu diversifiée et ne tient que peu compte des besoins des femmes enceintes, des jeunes femmes et des enfants. Enfin, les quantités d'eau disponibles et sa qualité ne suffisent pas à répondre aux besoins de la communauté.

C'est dans ce contexte que le projet travaille avec 30 villages isolés sur le renforcement des capacités des bénéficiaires à accroître et à améliorer leur production agricole. Pour ce faire, ARMI a mis en place des activités d'extension des rizières, d'amélioration des rendements de riz, de mise en place de cultures de champignons, de démarrage de la pisciculture (avec des plantations autour des étangs à poisson), d'élevage de chèvres, de porcs et de poulets, de création de zone de conservation (notamment de poissons), d'augmentation de l'accès à l'approvisionnement en eau ou encore d'amélioration des installations sanitaires. Des actions de sensibilisation à l'assainissement, à la nutrition et à l'égalité des sexes ont aussi été menées, de même que des visites d'échange d'expériences inter-villageoises. ARMI a ainsi organisé et mis sur pied des formations, événements de sensibilisation, démonstrations et ateliers pour les familles bénéficiaires dans le but de renforcer leurs connaissances et leurs compétences pour parvenir à mieux sécuriser leur alimentation.

- **Accompagnement des communautés de la province du Lualaba pour le renforcement de la bonne gouvernance des ressources minières, en République démocratique du Congo**

2022-2023 | avec l'organisation partenaire *Afrewatch*

En 2018, des innovations importantes ont été apportées à la législation minière congolaise. Elles consistent notamment en l'obligation, pour les entreprises minières, de signer un cahier des charges, contribuer au développement local via la dotation de 0,3% de leur chiffre d'affaires et le paiement de 15% de la redevance minière aux entités territoriales décentralisées. Ces ressources sont destinées au financement de projets d'intérêt public définis directement par les populations locales (comme des forages, des écoles, des routes, etc.). Toutefois, le manque de mesures d'application des dispositions du code ralentit le processus de développement local. En parallèle, les cas de pollutions de l'environnement, d'accidents ou de violations des droits humains en lien avec l'exploitation minière sont fréquents et requièrent une vigilance constante de la société civile.

Ce projet d'accompagnement des communautés du Lualaba, vise à soutenir les populations locales et les victimes d'abus et à leur donner les moyens d'exiger le respect de leurs droits humains et de l'environnement, celui des obligations des sociétés minières et la responsabilisation des autorités gouvernementales. Afrewatch organise les communautés vivant autour des sites d'exploitation en comités, les forme et accompagne, dans le but de renforcer leur appropriation de la loi. Elles acquièrent les outils nécessaires pour faire valoir leurs droits et améliorer leurs capacités à : a) enquêter/documenter les abus et violations commis par les entreprises, b) informer les communautés, autorités et entreprises, c) faire du plaidoyer et négocier la réparation des dommages aux victimes et d) surveiller les processus et l'application du code minier par les entreprises et l'État. Le travail de documentation permet et pose les bases d'un dialogue tant au niveau local que national et international pour défendre et protéger les droits de la population congolaise, tout en améliorant ses conditions de vie.

**ASSOCIATION GENEVOISE DE SOUTIEN AUX REALISATIONS DE L'ACTION
DE CAREME DANS LES PAYS TIERS, Genève**

Comptes annuels 2022

RAPPORT D'AUDIT

Le réviseur soussigné a vérifié les états financiers annuels pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

La révision a révélé que :

- le bilan et le compte de résultat sont conformes à la comptabilité;
- la comptabilité est tenue correctement, proprement et clairement et tous les pièces comptables sont disponibles;
- les actifs déclarés sont présents.

Les comptes annuels 2022 se clôturent par un excédent de charges de CHF 813.08, prélevé sur les réserves. Au 31 décembre 2022, les réserves s'élèvent ainsi à CHF 1'896.70.

Sur la base de l'examen, je sou mets une demande à l'Assemblée générale d'approuver les présents comptes annuels pour 2022 et de décharger la caissière pour le travail qu'elle a effectué.

Lucerne, 23.05.2023

Le réviseur



Zeno Bühlmann

Association genevoise de soutien aux réalisations de l'Action de Carême dans les pays tiers

Comptes 2022

Pertes et profits		2022	2021			2022	2021
CHARGES				PRODUITS			
<i>Projets</i>				<i>Projets; Contributions publiques aux projets</i>			
3000	Versements projets à AdC	60'353.00	74'063.00	4200	Contributions publiques affectées aux projets d'ADC	60'353.00	74'063.00
Sous-tt		60'353.00	74'063.00	Sous-tt		60'353.00	74'063.00
Sensibilisation				Sensibilisation			
3201	Frais de graphisme	1'207.50	800.00				
3202	Frais de publicité	1'100.00	800.00				
3204	Indemnités intervenant.e.s	1'745.18	346.00				
3206	Frais de rencontres avec les partenaires	192.00	0.00	4100	Contribution AdC pour la sensibilisation	3'000.00	5'000.00
3207	Frais d'activités sensibilisation	300.00	0.00	Sous-tt		3'000.00	5'000.00
Sous-tt		4'544.68	1'946.00				
Fonctionnement				Fonctionnement			
3300	Frais loyer	3'000.00	3'000.00				
3301	Frais d'impression	162.00	162.00				
3302	Fourniture de bureau	16.00	16.00	4101	Contribution AdC pour les infrastructures	5'000.00	5'000.00
3303	Frais d'internet et téléphone	864.00	864.00	Sous-tt		5'000.00	5'000.00
3304	Frais de révision	115.50	1'500.00				
3306	Frais de réunion	27.90	0.00				
3307	Frais d'affranchissement	11.00	0.00				
3309	Frais divers fonctionnement	12.00	0.00				
3800	Frais CCP	60.00	60.00				
Sous-tt		4'268.40	5'602.00				
Total charges		69'166.08	81'611.00	Total produits		68'353.00	84'063.00
2299	Bénéfice		2'452.00	2299	Perte	813.08	
Total		69'166.08	84'063.00			69'166.08	84'063.00

Bilan		2022	2021			2022	2021
ACTIF				PASSIF			
Liquidités				Passifs transitoires			
1010	Banque Postfinance	6'896.70	4'555.78	2320	Charges à payer	5'000.00	1'846.00
				Fonds propres			
				2290	Résultats reportés	2'709.78	257.78
				2299	Résultat exercice	-813.08	2'452.00
				Sous-tt		1'896.70	2'709.78
Total		6'896.70	4'555.78			6'896.70	4'555.78

Annexe 2 : Financements et utilisation des fonds publics affectés en 2022

Bailleurs publics	Pays	Projet	Fonds publics affectés aux projets	Utilisation des fonds publics affectés	Solde au 31.12.22
Commune de Bernex	Burkina Faso	Projet 137576 « Aide d'urgence pour les paysan·ne·s et leur famille déplacés par les violences dans le Sahel burkinabè » / Maroobe Oudalan	5'000.00	5'000.00	0.00
Commune de Vandoeuvres	Laos	Projet 136556 « Aide d'urgence pour les paysan·ne·s et leur famille déplacés par les violences dans le Sahel burkinabè » / ARMI	2'500.00	2'500.00	0.00
Délégation Genève Ville Solidaire	Madagascar	Projet 136538 « Lutte contre la pauvreté et l'endettement chronique des paysan·ne·s grâce aux groupements d'épargne commune » / Tsinjo Aina Sava	52'853.00	52'853.00	0.00
Totaux			60'353.00	60'353.00	0.00